

6 Société et Culture

Justice/Anicet Mboumbou Miyakou visite la prison centrale de Libreville

Relever la sécurité pénitentiaire, un défi

Prissilia.M.MOUIY
Libreville/Gabon

EDGARD Anicet Mboumbou Miyakou, ministre de la Justice, garde des Sceaux, chargé des Droits humains, a visité, hier, la prison centrale de Libreville. C'est la première sortie du genre depuis sa nomination, le 23 février, à la tête de ce département ministériel. Celle-ci s'inscrit dans la droite ligne d'une série de visites de prise de contact que le membre du gouvernement est appelé à poursuivre dans l'ensemble des services sous tutelle.

A cette occasion, auprès du personnel de la prison centrale, il s'est imprégné des différents maux que rencontre la Sécurité pénitentiaire et, partant, la première prison du pays. Il a donc fait le tour des différents services de la maison carcérale. Entre autres, la détention masculine, le service social, l'infirmierie. L'un des moments forts de cette inspection est l'adresse du ministre à l'endroit des agents pénitentiaires. D'un ton ferme, M. Mboumbou Miyakou a fustigé l'indiscipline, le non-respect de la hiérarchie constatés au sein de la Sécurité pénitentiaire. «*Votre vocation première est de veiller à la sécurité*



Anicet Mboumbou Miyakou s'imprégnant des difficultés de la prison centrale de Libreville.



Le ministre de la Justice entouré des cadres de la Sécurité pénitentiaire lors de sa visite.



La cérémonie s'est achevée par une parade militaire.

des condamnés et des non-condamnés. Il n'en demeure pas moins que malgré votre statut de paramilitaire, vous avez l'obligation de vous comporter,

en toute circonstance, comme des militaires où la discipline et l'ordre doivent régner. Nous constatons trop de familiarité entre les officiers et les agents subal-

ternes, trop de non-respect de la hiérarchie. Toute chose qui concourt à faire en sorte que ce corps soit dénaturé», a déploré le ministre de la Justice.

Par ailleurs, toujours en s'adressant à ses collaborateurs, le garde des Sceaux a dit connaître les problèmes qui minent leur corporation et leur envi-

ronnement de travail. Il a cité les recrutements non planifiés, la surpopulation carcérale... «*A peine arrivé dans mon ministère, j'ai trouvé sur la table un certain nombre de recrutements effectués sans s'assurer de l'existence des postes budgétaires. Compromettant ainsi la vie de jeunes compatriotes, qui se rendent à leur lieu de travail sans que l'État n'assure la contrepartie en terme de salaire. Nous sommes en train de travailler pour que plus de recrutements ne se fassent sans l'assurance d'un poste budgétaire. Je peux vous rassurer que le chef de l'État a pris des mesures pour que dans quelques mois, l'univers carcéral soit relevé, du moins à l'intérieur du pays. En ce qui concerne l'humanisation des détenus, il est certes difficile de répondre à cette exigence, mais nous avons le devoir d'être inventifs, créatifs, pour parfaire au mieux la mission qui nous est confiée»,* a poursuivi le membre du gouvernement.

Relever la sécurité pénitentiaire était, en gros, le message véhiculé par le nouveau ministre de la Justice qui, tout au long de sa visite, a encouragé le personnel de la prison, à accomplir sa mission dans le respect des règles et à redorer l'image de la Sécurité pénitentiaire.

Coopération Gabon-Unesco/ Première visite officielle de la directrice générale de l'Unesco en Afrique centrale

Audrey Azoulay attendue à Libreville ce mercredi

SNN
Libreville/Gabon

LA directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), la Française Audrey Azoulay, est attendue à Libreville ce mercredi 28 mars 2018. Cette visite officielle, sa première en Afrique centrale, va durer deux jours.

Ce séjour en terre gabonaise sera donc mis à profit par les plus hautes autorités du pays pour échanger avec leur hôte sur les différents projets en cours entrant dans le cadre du partenariat entre le Gabon et l'Unesco, notamment le programme éducatif "Train my generation".

A ses côtés, on devrait compter la présence de deux membres de son cabinet dont le Gabonais Jean-



Le ministre de l'Education nationale, Nadine Patricia Anguile Obame, en séance de travail avec l'ambassadeur du Gabon auprès de l'Unesco, M. Ogoula Akiko.

Paul Ngome Abiaga. Lundi dernier, la ministre de l'Education nationale, Nadine Patricia Anguile Obame, était en séance de travail à son cabinet avec l'ambassadeur du Gabon auprès de l'Unesco, M. Ogoula Akiko. A l'ordre du jour, le bouclage des préparatifs de l'arrivée de la première responsable de l'Unesco.

Il ressort, pour l'essentiel, qu'en plus de séances de

travail avec les plus hautes autorités du pays, plusieurs activités sont également au programme de la visite de la directrice générale de l'instance onusienne chargée de l'éducation, de la science et de la culture. Il s'agit, entre autres, de la visite de l'arboretum Raponda Walker à Akanda, la visite du Musée des arts et traditions du Gabon, etc.

Bio-express

Une femme dans son élément

SNN
Libreville/Gabon

L'HÔTE du Gabon ce jour est la 11e directrice générale de l'Unesco et la deuxième femme à occuper ce prestigieux poste onusien. Elle a été élue pour un mandat de 4 ans par la 39e session de la

Conférence générale, succédant ainsi à la Bulgare Irina Bokova. C'était l'année dernière, à l'issue du dernier tour d'une élection très politique et marquée par de multiples rebondissements, l'opposant au représentant du Qatar, Hamad Bin Abdoulaziz Al-Kawari. A l'issue de celle-ci, la candidate a obtenu 30 voix contre 28



Audrey Azoulay, directrice générale de l'Unesco, lors de son élection en octobre dernier.

pour son adversaire. Réputée pour son tempérament énergique et enjoué, Audrey Azoulay a, par ailleurs, été conseillère de l'ancien président français François Hollande, chargée de la culture et de la communication. Ce qui, par la suite, la conduira aux fonctions de ministre de la Culture pendant un

peu plus d'un an, jusqu'en mai 2017. Audrey Azoulay a aussi occupé plusieurs postes dans le secteur de l'audiovisuel public français. En plus d'avoir été rapporteur à la Cour des comptes et experte en législation pour la Commission européenne dans les domaines de la culture et de la communication.